ABC INSERTION

Association régie par la loi du 1er Juillet 1901

12 Boulevard Maurice Berteaux
95100 ARGENTEUIL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2021

SAS EMARGENCE AUDIT
Capital 56 000 € I RCS PARIS 338 339 872I Code APE 6920Z
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Paris Île-de-France

Il y a plus que
des comptes entre nous !

emargence.fr

ABC INSERTION

À l'Assemblée Générale de l'Association ABC INSERTION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **ABC INSERTION** relatifs à l'exercice clos le **31/12/2021**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

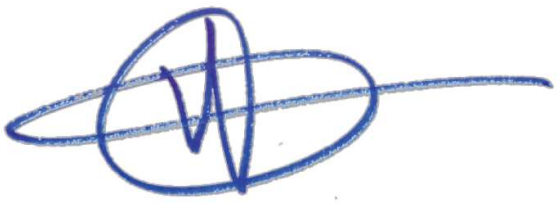
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 19/05/2022

CABINET EMARGENCE AUDIT
Représenté par **Yann-Éric PULM**
Commissaire aux comptes



BILAN ACTIF

ı Euro

ABC INSERTION
Du 01/01/2021 au 31/12/2021

ACTIF

	Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021			01/01/2020 au 31/12/2020
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	5 074	3 662	1 412	2 312
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.	10 890	10 890		
Autres	94 578	76 971	17 606	23 513
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	24 019		24 019	24 019
Prêts				
Autres	13 938		13 938	16 511
TOTAL (I)	**148 499**	**91 523**	**56 975**	**66 354**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	10 100		10 100	31 571
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	3 655		3 655	54 798
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	940 773		940 773	861 200
Charges constatées d'avance	830		830	5 051
TOTAL (II)	**955 357**		**955 357**	**952 619**
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	**1 103 856**	**91 523**	**1 012 333**	**1 018 974**

BILAN PASSIF

n Euro

ABC INSERTION
Du 01/01/2021 au 31/12/2021

PASSIF

	Du 01/01/2021 au 31/12/2021	Du 01/01/2020 au 31/12/2020
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	8 385	8 385
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	615	615
Autres		
Report à nouveau	621 008	606 286
Excédent ou déficit de l'exercice	3 375	14 722
Situation nette (sous total)	*633 383*	*630 007*
Fonds propres consomptibles		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	**633 383**	**630 007**
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	284 867	283 000
TOTAL (II)	**284 867**	**283 000**
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 583	10 496
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	77 461	73 707
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 279	93
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	2 760	21 670
TOTAL (IV)	**94 083**	**105 966**
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	**1 012 333**	**1 018 974**

COMPTE DE RÉSULTAT

Euro

ABC INSERTION
Du 01/01/2021 au 31/12/2021

	Du 01/01/21 au 31/12/21	Du 01/01/20 au 31/12/20
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	114 957	129 503
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	447 663	470 593
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	289	534
Utilisations des fonds dédiés	4 800	20 000
Autres produits	616	440
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	**568 325**	**621 069**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	167 028	181 822
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	9 979	7 583
Salaires et traitements	271 442	311 767
Charges sociales	109 416	106 999
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 806	8 513
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	6 667	
Autres charges	257	328
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	**571 595**	**617 011**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	**-3 270**	**4 058**
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	401	425
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	**401**	**425**
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	**401**	**425**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	**-2 869**	**4 483**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	20	21 672
Sur opérations en capital	6 337	9 414
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		

COMPTE DE RÉSULTAT

ABC INSERTION
Du 01/01/2021 au 31/12/2021

1 Euro

		Du 01/01/21 au 31/12/21	Du 01/01/20 au 31/12/20
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	**(V)**	**6 357**	**31 086**
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		113	785
Sur opérations en capital			20 062
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	**(VI)**	**113**	**20 847**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**(V - VI)**	**6 245**	**10 239**
Participation des salariés aux résultats	(VII)		
Impôts sur les bénéfices	(VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		**575 083**	**652 580**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		**571 708**	**637 859**
EXCÉDENT OU DÉFICIT		**3 375**	**14 722**

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de 1 012 332,77 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 3 375,27 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

L'entité constate que la crise sanitaire (COVID-19) a des impacts significatifs sur son activité.

À la date d'établissement de ses comptes, l'entité a constaté une baisse du chiffre d'affaires à la suite des différentes mesures prises par le gouvernement afin d'endiguer la propagation du virus COVID-19 particulièrement celle de confinement de la population à compter du 17 mars 2020.

Néanmoins, à la date de l'arrêté des comptes, l'entité estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause compte tenu du plan de continuation de l'activité mis en place, en utilisant les mesures suivantes :

- Mise en place de mesures sociales selon les besoins et les services :
    - Recours à l'activité partielle pour une partie du personnel

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2021 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Conformément aux nouvelles dispositions règlementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

L'objet social de l'entité :

Actions d'insertion professionnelle, promotion de la citoyenneté.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Organisation de stages d'insertion principalement en Ile de France mais aussi au niveau national sur demande à destination des demandeurs d'emploi, des institutions publiques et privées, des personnes majeures placées sous main de justice.

Les moyens mis en oeuvre :

Actions socio-judiciaires
Accompagenement individuel et collectif vers l'emploi
Prévention

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Matériels et outillages	2 à 5 ans	ans
- Logiciels informatiques	1 à 3 ans	ans
- Matériel de bureau	3 à 4 ans	ans
- Mobilier	5 ans	ans

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ANNEXE

n Euro

ABC INSERTION
Du 01/01/2021 au 31/12/2021

CADRE A	IMMOBILISATIONS		V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	5 074		
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Inst. générales, agencts & aménagts construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels		10 890		
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencts & aménagts divers	48 163		
		Matériel de transport			
		Matériel de bureau & mobilier informatique	46 414		
		Emballages récupérables & divers			
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL	105 468		
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés		24 019		
	Prêts et autres immobilisations financières		16 511		
		TOTAL	40 530		
		TOTAL GENERAL	151 072		

CADRE B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			5 074	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.				10 890	
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers			48 163	
		Matériel de transport				
		Mat. bureau, inform., mobilier			46 414	
		Emb. récupérables & divers				
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL			105 468	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés				24 019	
	Prêts & autres immob. financières			2 573	13 938	
		TOTAL		2 573	37 957	
		TOTAL GENERAL		2 573	148 499	

ANNEXE

Euro

ABC INSERTION
Du 01/01/2021 au 31/12/2021

CADRE A SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		2 762	900		3 662
	TOTAL	2 762	900		3 662
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels		10 890			10 890
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	26 052	4 946		30 999
	Matériel de transport				
	Mat. bureau et informatiq., mob.	45 013	960		45 973
	Emballages récupérables divers				
	TOTAL	81 955	5 906		87 861
	TOTAL GENERAL	**84 717**	**6 806**		**91 523**

CADRE B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement								
Fonds commercial								
Autres immobs incorporelles								
	TOTAL							
Terrains								
Constr.	Sur sol propre							
	Sur sol autrui							
	Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage								
A. immo. corp.	Inst. gales, ag. am div							
	Matériel transport							
	Mat. bureau mobilier inf.							
	Emballages réc. divers							
	TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations								
TOTAL GÉNÉRAL								
Total général non ventilé								

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net a la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

ANNEXE
n Euro

ABC INSERTION
Du 01/01/2021 au 31/12/2021

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	13 938		13 938
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	10 100	10 100	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	91	91	
	Etat & autres coll. publiques : Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres coll. publiques : Taxe sur la valeur ajoutée			
	Etat & autres coll. publiques : Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Etat & autres coll. publiques : Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	3 564	3 564	
	Charges constatées d'avance	830	830	
	TOTAUX	**28 523**	**14 585**	**13 938**

Renvois (1) Montant des
- Créances représentatives de titres prêtés
- Prêts accordés en cours d'exercice
- Remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	830
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	**830**

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
Disponibilités	
TOTAL	

ANNEXE

n Euro

ABC INSERTION
Du 01/01/2021 au 31/12/2021

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice			Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	avant règlement ANC 2018-06	règlement ANC 2018-06 au 01/01/2020	avec règlement ANC 2018-06 au 01/01/2020				
onds associatifs sans droit de eprise	8 385		8 385				
onds propres sans droit de eprise							
Fonds propres statutaires							8 385
onds propres avec droit de eprise							
éserves							
Réserves pour projet de l'entité							615
Autres réserves	615		615				
eport à nouveau	606 286		606 286	14 722			621 008
xcédent ou déficit de l'exercice	14 722		14 722		3 375	14 722	3 375
TOTAUX	**630 007**		**630 007**	**14 722**	**3 375**	**14 722**	**633 383**

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

NOTE RELATIVE AUX ACTIONS FINANCABLES PAR ABC INSERTION EN 2021

Une partie des fonds va être dédiée à la prévention du harcèlement scolaire. Outre l'utilité sociale de l'action, ABC Insertion va pouvoir acquérir de l'expérience auprès des publics scolaires et nouer des partenariats avec les écoles dans le but de développer d'autres actions en 2022.

Ces actions devront être animées dans plusieurs écoles élémentaires de Seine-Saint-Denis.

Nous y affectons la somme de 4800 euros représentant 8 journées de travail d'un formateur et de la directrice.

Variation des fonds dédies issue de	À l'ouverture de l'exercice			Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
	Montant global avant changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Impact du changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Montant global après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06		Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Prévention routière	6 800		6 800					6 800	
TIG et retour à l'emploi	276 200		276 200	6 667	4 800			278 067	
TOTAL	**283 000**		**283 000**	**6 667**	**4 800**			**284 867**	

ANNEXE
n Euro

ABC INSERTION
Du 01/01/2021 au 31/12/2021

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts & dettes etbs de crédit (1)	à 1 an max. à l'origine				
	à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)					
Fournisseurs & comptes rattachés		12 583	12 583		
Personnel & comptes rattachés		31 048	31 048		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux		41 395	41 395		
Etat & autres collectiv. publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, tax & assimilés	5 018	5 018		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés					
Groupe & associés (2)					
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)		1 279	1 279		
Dette représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance		2 760	2 760		
TOTAUX		**94 083**	**94 083**		

Renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exer.
(2) Montant divers emprunts, dett/associés

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	2 760
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	**2 760**

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 494
Dettes fiscales et sociales	58 226
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	**67 720**

COMMISSAIRES AUX COMPTES

MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Exercice	Exercice N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :	4 080	4 080
TOTAL	**4 080**	**4 080**

RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Les membres du Consiel d'Administration sont des personnes bénévoles qui ne perçoivent aucune rémunération de l'Association.
Au regard de la diversité des missions accomplies, une évaluation quantitative ne peut pas être effectuée.

LES EFFECTIFS

	31/12/2021	31/12/2020
Personnel salarié :	**8**	**8**
Ingénieurs et cadres	1	1
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	7	7
Ouvriers		

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

DÉSIGNATION	CHARGES	PRODUITS
CB SITE WEB AMENDE FACT 310821 CB SITE WEB AMENDE FACT 310821	68	
ARVAL SERVICE LEASE PENALITES AMENDES FISC & PEN	10	
CB FORF P.STAT WEB FACT 251121 CB FORF P.STAT WEB FACT 251121	35	
FIPD 95 2021 REPORT 2022 REPORT FIPD 95 2021 EN 2022	6 667	
VERST ADHESION ADMINISTRATEUR		20
IN FUTURUM EXPERTISE REPRISE MEUBLES ORLEANS		2 000
VACHER GERALD JUGEMENT		4 337
FONDS DEDIES 2021 REPRISE FONDS DEDIES 2021		4 800
TOTAL	**6 779**	**11 157**